

Cette propagande défaitiste révolutionnaire pour l'indépendance du Vietnam fut loin de plaire à l'Etat colonial qui fit poursuivre par sa justice des secrétaires du P.C.I., amenés le 28 avril devant la brigade criminelle, ils furent inculpés d'atteinte au moral de l'armée et de la nation à propos d'une affiche du P.C.I. intitulée : « A bas la guerre d'Indochine. » Le jugement rendu le 23 avril 1948 se traduisait par de lourdes amendes à payer, l'Etat frappant au point faible : les finances.

Sur le terrain la guerre s'était installée, le gouvernement français refusant toute ouverture de paix au Viet-Minh, demandant une capitulation pure et simple. Il avait trouvé une solution, c'était le retour à l'institution monarchique ; pour cela le nouveau haut commissaire Bollaert prenait contact avec le « fantoche » Bao-Daï en baie d'Along, ils aboutirent à la signature des accords Auriol-Bao-Daï le 8 mars 1949, Bao-Daï rentrant alors au Vietnam (24 avril) où il eut une audience pratiquement nulle.

En métropole l'action contre la guerre se menait à tous les niveaux ; les militants révolutionnaires dans les syndicats intervenaient dans les congrès nationaux de la C.G.T. (ainsi en septembre 1948 Dumont du syndicat des employés) pour demander l'organisation du boycott et exiger le retrait des troupes d'occupation, propositions repoussées par la majorité réformiste et stalinienne. En 1949, la fédération de l'enseignement de l'Hérault, dirigée par l'Ecole émancipée, tendance révolutionnaire de la F.E.N., appelait au Front unique des organisations ouvrières pour organiser la lutte contre la guerre coloniale. La propagande du P.C.I. chez les dockers portait ses fruits, ceux de Brest, d'Alger, boycottaient les navires du Vietnam, ceux de Marseille refusèrent de charger du matériel militaire sur le *Capitaine Touraine* en partance pour l'Indochine.

Les militants trotskystes vietnamiens tombaient sous les balles de l'impérialisme (voir Document n° 4). La répression touchait d'ailleurs tous les pays coloniaux, les divers mouvements nationalistes révolutionnaires mettaient en pratique l'esprit internationaliste dans leur lutte contre le colonialisme. Ainsi à l'appel du congrès des peuples coloniaux, ils organisèrent un grand meeting contre la guerre d'Indochine, le jeudi 14 avril 1949, au cours duquel le P.C.I. apporta son soutien (voir Document n° 5).

L'événement dominant de l'année 1949 fut la proclamation le premier octobre de la République populaire de Chine. Elle constitua un stimulant formidable au combat des peuples coloniaux en lutte pour leur émancipation nationale et sociale, son impact fut considérable à une période où l'on assistait à un nouveau partage colonial. Le deuxième congrès mondial de la IV^e Internationale d'avril 1948 avait noté à ce sujet que les Etats-Unis commençaient à prendre la relève des anciens impérialistes affaiblis en livrant du matériel, d'autre part ces derniers préféraient parfois s'effacer, instaurant la politique de « néo-colonialisme », ne s'engageant dans la guerre coloniale seulement lorsque leurs intérêts stratégiques vitaux étaient remis en cause, comme c'était le cas en Indochine.

Les conséquences pratiques de la révolution chinoise furent la fin de l'encerclement impérialiste et le soutien matériel chinois aux combattants vietnamiens. Ces nouvelles données allaient se

concrétiser en 1950 avec les premières défaites retentissantes de l'Etat colonialiste ; le Viet-Minh liquidait les postes militaires français (Lang-Son, Lao Kay) de la frontière de Chine et la prise de Cao-Bang en octobre traduisait la défaite du corps expéditionnaire dans le Nord-Tonkin.

La Vérité intensifiait sa campagne pour le retrait du corps expéditionnaire dans le cadre général de la lutte contre le colonialisme tel qu'il avait été défini par le Comité central des 3 et 4 juin 1950 (voir Document n°s 6 et 7).

Afin de parer à l'effondrement de la présence française, le gouvernement dut envoyer de nouvelles troupes commandées par le général De Lattre de Tassigny qui s'efforça de fortifier le Tonkin, annonçant en 1951 que le delta était désormais « scellé ». La France se voyait de plus en plus obligée de tendre la main aux Etats-Unis afin de demander un soutien matériel ; depuis la victoire de la révolution chinoise, l'Indochine était devenue l'un des fronts de lutte du « monde libre » contre le communisme. C'était l'époque où la guerre froide devenait des plus brûlantes avec l'affrontement en Corée. Le P.C.I. notait que : « En Indochine la bourgeoisie française est en train de payer très cher le dernier acte de 90 ans de colonisation. Son effort de guerre désormais insuffisant pour faire face à la nouvelle situation militaire, après avoir freiné le redressement économique de la métropole, entre maintenant en contradiction avec les plans de la défense atlantique. »

La publicité donnée aux revers de l'armée colonialiste peut comporter un dernier chantage pour obtenir de Washington les fournitures massives d'armes modernes qu'il s'obstine à refuser, spécialement le transfert d'une partie du matériel américain utilisé en Corée. La France revendique le droit de battre elle-même « l'impérialisme rouge dans sa colonie » (Comité central du 23 décembre 1950).

En 1951 on pouvait constater une certaine stabilisation des opérations militaires, le Viet-Minh continuait son implantation en profondeur dans les masses.

En métropole, l'action contre la guerre s'amplifiait, les dockers refusaient de plus en plus nombreux de charger du matériel militaire pour l'Indochine, les gestes de résistance se multipliaient. Ainsi l'exemple d'Henri Martin, militant du P.C.F., qui fut condamné à cinq ans de réclusion pour son action contre la guerre ; de nombreux comités pour sa libération furent mis, dans lesquels militèrent les membres du P.C.I. Sa défense était liée à la campagne antimilitariste révolutionnaire développée dans *La Vérité* sur le thème : « L'ouvrier sous l'uniforme reste un prolétaire » (voir Documents n°s 8 et 9).

En Indochine la situation politique, sous l'impact de l'emprise grandissante du Viet-Minh, devenait de plus en plus confuse, Bao Daï essayant de louvoyer à travers le statut de l'Union française, cependant que des forces centrifuges autour de Ngo-Dinh-Diem s'appliquaient avec l'encouragement américain à liquider l'influence française. Dans le domaine militaire, la guerre s'étendait et devenait de plus en plus âpre, il ne s'agissait plus de la reconquête coloniale mais de la lutte contre le communisme. Rapidement la situation se dégrada, les événements se précipitèrent ; les forces du Viet-Minh avec Giap passaient partout à l'offensive ; pour les 230 000 soldats du corps